



C_2016_147

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Programme Local de
l'Habitat - Garanties
d'emprunts -
Demande
d'approbation de
l'avenant aux
contrats de prêts
souscrits par VAR
HABITAT en vue
d'un
réaménagement des
lignes de prêts**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphane CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Lors du Conseil communautaire du 16 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a adopté son Plan Local de l'Habitat (PLH), dont l'un des objectifs est de renforcer l'offre de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 26 juin 2006, il a été également reconnu comme d'intérêt communautaire, l'apport de la garantie des emprunts contractés par les opérateurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de logements locatifs sociaux.

L'octroi de ces garanties est régi par le règlement Général d'octroi des garanties d'emprunts, objet de la délibération n°C_2012_023 en date du 11 avril 2012.

En conséquence,

Vu la demande en date du 11 juillet 2016 formulée par VAR HABITAT, ci après emprunteur, a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le réaménagement selon les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêts réaménagés référencées en annexe à la présente délibération.

En conséquence, le Garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement des dites lignes de prêts réaménagés.

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

DELIBERE :

Article 1 :

Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majorées des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes du Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisable indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date du réaménagement.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisable indexées sur l'inflation, les taux

d'intérêts actuariels mentionnés sont ceux calculés sur la base de l'inflation en France mesurée par la variation de 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et études économiques) et publiée au Journal Officiel.

L'index inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.

Ledit index peut, à une seule reprise et à titre définitif durant la phase d'amortissement et sur demande de l'Emprunteur, se voir substituer l'Index Livret A, augmenté d'une marge dont la valeur est détaillée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

S'il exerce cette faculté, le taux d'intérêt actuariel annuel relatif au nouveau index sera égal au taux du Livret A en vigueur à la date de la substitution du taux additionné de la marge précitée.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquant à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 01/07/2016 est de 0,75% ;

Le taux de l'indice de révision pour l'inflation au 01/02/2016 est de 0,20% ;

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :


Le conseil autorise son représentant ou une personne dûment habilitée à intervenir à ou aux avenants qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'Emprunteur.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat réunie le 13 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes des Lignes de Prêts Réaménagées, telles que jointes en annexe à la présente ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatifs à l'exécution de la présente délibération.

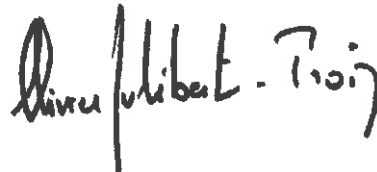
Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 56 voix pour

2 abstention(s) :
Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK
décide d'adopter cette délibération.

Envoyé en préfecture le 09/11/2016
Reçu en préfecture le 09/11/2016
Affiché le 
ID : 083-248300493-20161103-C_2016_147-DE

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.